La Suisse et l'intégration européenne

Autor(en): **Freymond, Jacques**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **16 (1958)**

Heft 3

PDF erstellt am: **25.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-134962

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

La Suisse et l'intégration européenne

par JACQUES FREYMOND,
Directeur de l'Institut universitaire de hautes Etudes internationales

Devant l'Europe, les Suisses semblent éprouver un double sentiment de solidarité et de solitude.

Ils se sentent associés au destin d'un continent dans lequel ils sont géographiquement enfermés. Ils n'ignorent pas qu'ils ont bénéficié — et largement — de sa grandeur passée, de ce gouvernement du monde par les Européens. Ils voient également les périls. L'Europe est pressée de toute part. Elle a perdu sa prépondérance économique. Année après année, elle abandonne les positions qu'elle détient encore à travers les mers et les continents. Elle est menacée par les nouveaux empires qui se constituent en Asie et dans le Moyen-Orient. Elle est déjà partiellement occupée et certaines de ses nations réduites en esclavage.

Tout cela, les Suisses le savent. Ils ont conscience que leur sort est en jeu et qu'ils vivront ou périront avec l'Europe. La considération de leurs intérêts aussi bien lointains qu'immédiats leur commande, par conséquent, de s'associer à la défense militaire de l'Europe, à son organisation politique, aux diverses mesures nécessaires à l'élargissement des marchés et à la mise en commun des ressources.

Mais cette même Europe leur reste parfois comme extérieure. C'est qu'ils s'en sont dégagés à travers les siècles. La neutralité, à laquelle ils se sont attachés et qui a été une des conditions de leur existence, les a isolés. Ils ont pris l'habitude — et l'expérience les a jusqu'ici confirmés dans cette voie — de se protéger de l'extérieur et d'organiser leur vie politique à l'abri des influences des grandes puissances. Aussi considèrent-ils les efforts d'intégration européenne avec un étonnement où se mêlent l'envie, la crainte et le scepticisme. La fédération européenne qui s'esquisse leur paraît encore une aventure qui implique des risques considérables.

Faut-il, pour s'y associer, abandonner un statut international bien défini, une politique qui a fait ses preuves jusque dans le passé le plus récent puisque la Suisse a traversé intacte deux guerres mondiales ? Faut-il mettre en jeu une prospérité qui résulte plus du travail accumulé que des richesses naturelles et un équilibre interne toujours fragile ?

Les Suisses ainsi soupèsent les risques.

D'un côté les menaces qui pèsent sur leur continent tout entier et qui les affectent aussi bien que leurs voisins. Menaces militaires et politiques s'exprimant par la course aux armements qui s'accélère, par les actions subversives menées par les partis communistes et par l'U. R. S. S., par des coups de force dans des régions bien proches : Prague, Berlin et maintenant Budapest. Menace économique et technique qui tient de la mise en valeur de grands espaces continentaux et de potentiels humains considérables.

De l'autre côté, les incertitudes mêmes de cette entité qu'on appelle l'Europe. Est-elle capable d'arrêter ce fléchissement de sa puissance économique et de son influence politique, et, plus encore, de se débarrasser de cette obsession de la décadence qui paralyse quelques-unes de ses meilleures forces ? Saura-t-elle surmonter les divisions et dépasser les nationalismes ? Où va l'Allemagne ? Suit-elle Adenauer ou tentera-t-elle, avec certains de ses chefs socialistes, de s'organiser à mi-chemin entre l'Est et l'Ouest ? La neutralisation de l'Allemagne, dont on agite l'idée depuis quelques années, implique l'abandon de l'OTAN par la République fédérale, ce dont certains s'accommodent par trop aisément. Est-elle compatible avec le maintien de cette même République dans la CECA et la Communauté économique européenne ? Le problème, qu'on évite de poser publiquement, n'est pas simple.

Et la France, que devient-elle ? L'affaire algérienne a, comme il était prévisible, conduit à une crise du régime. Ce pays qui est si proche de nous, dont nous partageons et les espoirs et les angoisses, a oscillé pendant quelques jours entre le front populaire et une politique d'extrême-droite, au bord du gouffre de la guerre civile. Il est aujourd'hui en sursis. Il a engagé, avec le général de Gaulle, le dernier arbitre dont il disposait. Celui-ci réussira-t-il ? On le souhaite pour la France et pour nous tous. Mais s'il réussit quelle forme donnera-t-il à la politique européenne de la France ?

Poursuivra-t-il dans la voie ouverte par son compatriote Jean Monnet ? Ou proposera-t-il d'autres formules ? Et s'il échouait ?

On comprend, dans ces conditions, que les Suisses hésitent. D'autant plus qu'ils n'ont pas à soupeser uniquement les risques et les avantages qu'implique un choix politique, mais qu'ils doivent conduire leur politique en fonction d'un critère d'efficacité.

Quels sont les services qu'ils peuvent rendre aux autres nations ? Est-ce en restant fidèles à leur statut de neutralité, avec ses limitations, qu'ils seront le plus utiles, ou est-ce en s'associant ? La Suisse est aujourd'hui, grâce à sa neutralité, un pays refuge, un centre d'observation et de rencontre, mais surtout un pays sain socialement et politiquement, qui vit sans demander de l'aide aux autres, donnant aux siens ce minimum de liberté dont parle Jakob Burckhardt. Serait-il aussi uni s'il s'engageait ? Une adhésion à l'Europe ne susciterait-elle pas des résistances et des divisions qui auraient pour effet de réduire la valeur de sa contribution à l'œuvre de construction européenne ? Son adhésion, sans doute, aurait une valeur symbolique qu'il ne faut pas sous-estimer. Mais encore faudrait-il qu'elle se traduise par un renforcement de la communauté européenne et qu'elle offre à la Suisse un avenir, un espoir de vie, c'est-à-dire au petit pays des chances raisonnables de faire écouter sa voix et d'exercer une influence aux côtés des grandes nations.

* * *

Cette triple considération des risques, des avantages et de l'efficacité, si elle permet de clarifier l'analyse, ne résout pas le problème pour autant.

Mais les circonstances ont contribué à orienter les esprits et à préparer les décisions. Au cours de ces dernières années, la menace extérieure est devenue plus pressante encore. Budapest, et Suez aussi, ont rendu les Suisses plus conscients de la solidarité européenne.

L'Europe, d'ailleurs, a pris forme pendant ce temps. La CECA s'est affirmée. Elle a fourni des preuves de son utilité et dissipé certaines inquiétudes. Quant à la Communauté économique européenne, elle est en train de s'organiser grâce à l'impulsion que lui donnent quelques-unes des meilleures têtes politiques de

l'Europe. Et quoique nul ne puisse prédire encore si les délais seront tenus, quoique aucun de nous ne sache si la tentative de consolidation et de redressement de la France réussira, on ne peut ignorer une entreprise déjà fortement engagée à laquelle les États intéressés ont donné officiellement leur appui.

L'institution de la Communauté économique européenne — ou plus précisément la ratification du Traité de Rome — a contribué à une évolution décisive non seulement de l'Europe des Six, mais de celle des Dix-sept. L'intégration européenne devenait soudain une réalité avec laquelle il fallait compter. Aussi cette dernière année et ces derniers mois ont-ils vu se produire en Suisse une évolution considérable des esprits. L'unanimité, — ou une forte majorité, — semble acquise, pour des raisons diverses, à la nécessité d'une zone de libre-échange à laquelle on se rallie non seulement parce qu'elle offre aux Suisses la seule possibilité de collaboration avec la Communauté économique européenne, mais aussi parce que sa conception répond à une pensée orientée, par les intérêts et la tradition, vers une politique libre-échangiste.

La Suisse a donc fait un grand pas vers une collaboration. L'esprit même dans lequel la neutralité est discutée s'est modifié. L'Europe n'est plus l'objet d'un acte de foi. Elle est devenue un objectif possible d'une politique raisonnable. Aussi le débat n'est-il plus entre partisans et adversaires de l'Europe, entre prophètes et sceptiques. Les circonstances ont amené à franchir une nouvelle étape. Ce n'est plus tant le principe de la participation qui doit être discuté que ses formes.

Formes qui sont influencées par l'évolution de la situation, par la menace extérieure à l'Europe, par les conditions dans lesquelles se fait l'intégration européenne, par le rythme auquel elle s'opère et sur lequel se modèlent nos décisions. Formes qui sont également fonction de notre intérêt, de la place qu'occuperait la Suisse et ce qui en fait pour nous la valeur, de notre conception de la structure d'une société ouverte.

La Suisse veut être l'expression de l'unité dans la diversité. Elle estime que la démocratie tempérée de fédéralisme qu'elle a créée offre à ses citoyens la possibilité de conduire leurs affaires et d'exercer un contrôle réel efficace sur les hommes qui la dirigent, contrôle aussi efficace qu'on peut l'espérer dans un monde où la technique complique et surcharge les organismes gouvernementaux.

Au moment où la Suisse se tourne vers l'Europe, elle se demande tout naturellement si les institutions que cette Europe se donnera lui apporteront les mêmes garanties et si, dans un ensemble plus vaste, il sera possible d'assurer au citoyen l'exercice réel de ces libertés fondamentales que le petit pays pouvait mieux assurer qu'un autre. Aussi la discussion qui se déroule autour du Marché commun et de la Zone de libre-échange dépasse-t-elle en fait le problème de la neutralité ou la considération d'intérêts économiques. Ce qui est en question, ce sont les principes sur lesquels se bâtit l'Europe. Le développement économique n'est pas un but, mais un moyen de donner aux sociétés qui en bénéficient des possibilités d'épanouissement. Il ne s'agit pas pour nous d'imiter l'Union soviétique ou même, par certains côtés, les Etats-Unis et, nous laissant séduire par un type de raisonnement pseudo-marxiste, de sacrifier l'homme et les valeurs de civilisation au dieu de la productivité. Les modalités de l'intégration économique de l'Europe nous importent autant que l'intégration elle-même, si nécessaire soit-elle. Et lorsque nous examinons la Fédération européenne qui nous est proposée, ce n'est pas seulement pour savoir si elle a quelque chance de se réaliser, mais plus encore pour voir si elle respecte la philosophie du fédéralisme dont elle se réclame.

Ce que nous voulons en définitive, ce sont des formules de collaboration qui respectent les diversités nationales et régionales. Mais ce que nous voulons, nous ne pourrons l'obtenir que dans la mesure où nous participerons activement à la discussion, dans la mesure où, sortant d'une attitude défensive dans laquelle nous sommes trop enclins à nous enfermer, nous oserons proposer et combattre au nom de notre propre conception de l'Europe.

1er juillet 1958.